



Chères lectrices, chers lecteurs,

Il y a quelques jours, du 21 au 30 mai 2023, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a tenu sa 76^{ème} Assemblée mondiale de la Santé sous le thème «75 ans de l'OMS : sauver des vies, agir en faveur de la santé pour tous». Ce moment de réflexion était également l'occasion de célébrer en différé le 75^{ème} anniversaire de l'OMS, dont la date officielle était le 7 avril, par ailleurs Journée mondiale de la Santé. Ces événements chers à l'OMS et porteurs de sens ont motivé l'introduction de la première édition de ce bulletin d'information, qui vous sera désormais partagé tous les mois.

Au Burkina Faso, dans sa mission qui consiste à accompagner le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) apporte son expertise technique et capitalise des financements pour que davantage de populations vulnérables puissent bénéficier des soins de santé partout où elles se trouvent dans le pays. Dans ce premier numéro, retrouvez les résumés de quelques-unes des interventions menées au cours du mois de mai dans la rubrique « Infos des programmes ».

Comme vous le savez sans doute, l'OMS contribue également à la réponse sanitaire dans le cadre de la crise humanitaire.

Trouvez quelques-unes des interventions menées ce mois en page 7 dans la rubrique « Echos des urgences ». En plus de cela, nous vous disons un peu plus sur le plan de la réponse sanitaire de l'OMS à la crise humanitaire dans la rubrique « Zoom sur... » en page 8.

Les interventions de l'OMS sont menées avec l'appui de partenaires techniques et de partenaires de mise en œuvre, mais aussi de partenaires financiers. Pour ce premier numéro, allons à la découverte de l'un des projets appuyés par l'Agence italienne pour la Coopération au Développement (AICS) Ouagadougou, un partenaire financier important de l'OMS au Burkina Faso. Plus de détails sur ce projet dans « A la découverte de nos partenaires » en page 9. Pour boucler cette première sortie, quoi de mieux que « La santé dans les médias »? Dans cette rubrique, un récapitulatif des contenus médias traitant des problématiques et des thématiques de santé vous est fait en page 10.

C'est grâce aux efforts concertés de plusieurs partenaires et aux petits pas inlassables du personnel acquis à la cause de la santé pour tous que les réalisations énumérées dans ce numéro ont pu voir le jour. Tout en renouvelant mes remerciements à tout un chacun, j'ai le plaisir de partager avec vous la première édition du bulletin d'information mensuel de l'OMS au Burkina Faso. J'espère vivement que son contenu vous édifiera.

Agréable lecture, et rendez-vous à la prochaine édition !

Dr COULIBALY Seydou Ouaritio,
 Représentant résident par intérim

DANS CE NUMERO

INFOS DES PROGRAMMES 2 - 6

- **Hygiène des mains: Du savon liquide venu du CMA de Kossodo**
- **Hypertension: Le Danemark soutient la prise en charge de proximité**
- **Tabagisme: du matériel pour lutter contre les nouveaux produits tabac**
- **Et bien bien d'autres activités...**

ECHOS DES URGENCES 7

- **Dori: PRSS, Banque mondiale et OMS assurent la continuité des soins**
- **Kaya: PDI et communautés hôtes dépistés contre l'hypertension**

ZOOM SUR... 8

- **Le plan opérationnel de la crise humanitaire**

DECouvrez NOS PARTENAIRES 9

L'Agence italienne pour la Coopération au développement (AICS)

LA SANTÉ DANS LES MÉDIAS 10

Journée mondiale de l'hygiène des mains : le CMA de Kossodo produit du savon liquide

Il est reconnu que la mesure principale pour prévenir les infections et sauver des vies est de pratiquer l'hygiène des mains par lavage à l'eau et au savon ou par friction hydroalcoolique.

C'est dans cet esprit que, pour contribuer à la promotion de la pratique de l'hygiène des mains au sein de leur établissement, le personnel du CMA de Kossodo et les femmes de ménage se sont portés volontaires pour produire du savon liquide. C'était le 5 mai 2023 au sein de la structure sanitaire, en commémoration de la Journée mondiale de l'Hygiène des mains qui se déroulait le même jour sous le slogan "sauvez des vies, lavez-vous les mains".

La quinzaine de volontaires s'est unie pour fabriquer du savon liquide à partir des produits fournis par l'OMS dans le cadre du renforcement des capacités de fabrication locale des produits essentiels d'hygiène.

A l'issue du travail d'équipe qui consistait à mélanger vigoureusement la préparation à tour de rôle, quarante litres de savon liquide ont été produits. La séance s'est achevée par une démonstration de la technique de lavage des mains et une



explication des 5 moments clefs de l'hygiène des mains recommandés par l'OMS pour des soins sûrs.

Mme Marthe Louise KINI

Se protéger de la COVID-19 et prévenir le cancer du col de l'utérus par la vaccination

Ce 5 mai 2023, le lancement d'une campagne de vaccination particulière s'est tenu au Burkina Faso : une intensification de la vaccination contre la COVID 19 et contre le virus responsable du cancer du col de l'utérus, le virus du papillome humain (HPV).

L'école Franco arabe AIRCAD, dans le district sanitaire de Boulmiougou, est le lieu choisi par les autorités sanitaires du Burkina Faso pour abriter cette cérémonie. Elle a réuni, autour du Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique et de ses collaborateurs techniques, des autorités administratives, coutumières et religieuses de la région du Centre, des Partenaires techniques et financiers tels que l'OMS, l'UNICEF, USAID et Gavi, ainsi que des acteurs du secteur de la santé. Conformément à son plan national de déploiement des vaccins contre la COVID-19 (PNDV), le Burkina Faso organise régulièrement des campagnes de vaccination. Cette fois, une touche particulière a été donnée à

cette huitième campagne, qui a été couplée à la vaccination des filles âgées de 9 ans contre le cancer du col de l'utérus, selon les recommandations de l'OMS. Quelques mois après l'introduction du vaccin contre le HPV le 28 avril 2022 dans le programme élargi de vaccination (PEV) au Burkina Faso, les parents ont à nouveau été encouragés à protéger leurs fillettes en les faisant vacciner. L'accompagnement technique de l'OMS a permis de mener cette campagne dont le but est de réduire les 1 000 nouveaux cas et 800 décès dus au HPV que le pays enregistre chaque année, selon le ministère de la Santé et de l'hygiène publique. Bien que la COVID 19 ne soit plus une urgence de santé publique à portée internationale, elle est toujours d'actualité, d'où la nécessité de se faire vacciner pour se protéger, surtout contre les formes graves. C'est dans cette optique que l'OMS accompagne le ministère de la Santé, qui déploie plusieurs stratégies pour préserver les acquis en matière de vaccination contre la COVID 19. Cette campagne, était organisée non seulement avec pour objectif d'intensifier la prévention et la riposte, mais aussi de renforcer l'immunité des populations à haut risque contre les formes graves et les décès liés à cette pandémie



Entre le 5 et le 11 mai 2023, ce sont au total 774 975 personnes qui ont reçu les vaccins contre la COVID-19, soit une couverture vaccinale de 74,6% de la cible visée par le ministère de la Santé et l'hygiène publique. Aussi, 173 961 filles de 9 ans ont pu bénéficier du vaccin contre le HPV lors de la campagne. Afin d'augmenter la couverture vaccinale au Burkina Faso, des actions de plaidoyer, de communication de proximité et d'intégration à d'autres activités de santé se poursuivent.

**Dr Salimata DRABO
et Dr David NIEREKE**

Appui du Danemark à la stratégie WHOPEN : un suivi de proximité pour les malades souffrant d'hypertension artérielle

Adama Domdasse se déplace désormais sans aucune aide pour venir au Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) de Gana, dans le District sanitaire de Kombissiri, dans la région du Centre-Sud du Burkina Faso. Quelques mois plus tôt, Adama n'imaginait pas qu'il pourrait à nouveau accomplir des gestes ordinaires comme marcher sans s'appuyer sur un bâton ou aller à vélo. Le jeune homme de 35 ans était paralysé du côté gauche à la suite des complications de l'hypertension artérielle. A Gana, il est pris en charge par l'infirmière du CSPS, qui dispose dorénavant des compétences, du matériel et des médicaments pour s'occuper des malades souffrant d'hypertension artérielle.

Selon les derniers chiffres, près de 1,28 milliard de personnes dans le monde âgées de 30 à 79 ans sont atteintes d'hypertension. La plupart d'entre elles – soit les deux tiers – vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire tel que le Burkina Faso, où le personnel de santé des zones rurales ne dispose pas toujours de la formation adéquate et encore moins du nécessaire pour prendre en charge les malades souffrant d'hypertension artérielle. Afin de lever les barrières liées au diagnostic et à la



Adama Domdasse
35 ans

Avant de venir à l'hôpital ici ce n'était pas facile

prise en charge de proximité de cette affection au Burkina Faso, l'OMS accompagne le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique avec le financement du Danemark. Le projet s'appuie sur un guide de l'OMS décrivant l'ensemble des interventions essentielles contre les maladies non transmissibles (WHOPEN). Dans ce cadre, les infirmiers des CSPS ont été formés à la prise en charge de l'hypertension artérielle, et les structures sanitaires de ces zones rurales ont été

dotées en matériels et en médicaments. Adama est l'un des bénéficiaires de ce projet. Désormais, lui et les autres malades hypertendus de Gana et des environs n'ont plus besoin de se déplacer à Kombissiri pour se faire suivre. Au CSPS tout près de chez eux, ils ont la possibilité de recevoir les conseils pour une meilleure hygiène de vie et l'accompagnement qui va avec.

Dr Laurent MOYENGA

[Retrouvez la vidéo d'Adama \(ici\)](#)

Evaluer les laboratoires nationaux de référence pour une meilleure réponse aux urgences sanitaires

L'OMS a apporté son expertise technique et financière au Burkina Faso pour l'évaluation des laboratoires nationaux de référence (LNR) du pays, des pièces maîtresses dans la détection, le diagnostic, la surveillance, la riposte et la recherche sur les maladies responsables d'épidémies en particulier.

Cette évaluation commanditée par le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a permis de faire un état des lieux des neuf laboratoires nationaux de référence désignés, dont la plupart avaient leur mandat échu depuis 2019. Conformément aux textes en vigueur dans le pays, une évaluation tous les cinq ans est requise en vue d'apprécier le niveau de performance des LNR dans leurs missions respectives. Au cours de la mission, l'équipe d'évaluation constitué des experts de l'OMS et des



observateurs du ministère de la Santé a effectué un examen méticuleux de l'organisation et du fonctionnement, des ressources humaines, des capacités techniques, de la biosécurité, des infrastructures, des équipements et intrants de laboratoires et du système de management qualité. Le dispositif réglementaire a également été passé en revue, a tenu à préciser Dr Rosine Munyanganisi, qui conduisait la mission

d'évaluation. C'est à l'issue de cela que les points forts et les principaux goulots d'étranglement propres à chacun des LNR et du mécanisme de coordination ont été relevés. Ainsi, les mandats des différents LNR seront revus par le comité des experts nationaux, et un plan de renforcement sera élaboré en vue de soutenir les LNR pour une meilleure réponse aux situations de santé publique.

Dr Sandrine GAMPINI

Améliorer l'expérience de la grossesse chez les femmes au Burkina grâce à la recherche

Entre le 22 et le 26 mai 2023, une équipe du Département Santé et recherche génésiques de l'OMS venue de Genève a effectué une visite de terrain au Burkina Faso. La mission a été clôturée par un plaidoyer auprès de Mme la Secrétaire Générale du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, pour un renforcement des initiatives visant à améliorer la prise en charge des femmes enceintes au Burkina.

Selon les nouvelles recommandations de l'OMS sur les Soins prénatals (SPN), le fait de prévoir huit contacts avec la femme enceinte au lieu de quatre (anciennes recommandations) permet de réduire le taux de mortalité périnatale à 8 pour 1000 naissances. Pour permettre au personnel de santé de s'approprier ces recommandations et faciliter leur mise en application, la Direction de la santé de la famille (DSF) mène une recherche de mise en œuvre dans huit Districts sanitaires de la région de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins depuis 2020. L'OMS apporte son expertise technique et un appui financier à la DSF, qui exécute ce projet en partenariat avec



l'Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS). L'une des grandes innovations de cette recherche est la mise à disposition de l'échographie obstétricale directement dans le centre de santé du premier niveau de soins, grâce à une expérimentation de délégation de tâches aux sage-femmes et maïeuticiens. De plus, les femmes enceintes bénéficient des examens de dosage de l'hémoglobine, du dépistage de la bactériurie asymptomatique et de la syphilis directement sur place.

C'est dans ce cadre que, sous la conduite de la DSF, l'équipe tripartite était en supervision dans quatre structures sanitaires des Districts sanitaires de Dô et de Dafra. Cette visite de supervision leur a permis d'apprécier comment les agents de santé formés aux nouvelles recommandations de l'OMS concernant les soins prénatals les

appliquent et de s'assurer que les services des structures sanitaires qui procurent ces soins y sont alignés. L'équipe de mission a pu également apprécier la qualité des données produites par la recherche, ce qui permettra d'apprécier l'impact des nouvelles recommandations sur le vécu de la grossesse par les femmes.

En adoptant les nouvelles recommandations sur les Soins prénatals (SPN) en 2016, le Burkina Faso s'est engagé à améliorer la qualité des soins prénatals. Le but recherché est de réduire le taux de décès maternels et infantiles dus aux complications de la grossesse et de l'accouchement dans le pays, et à faire que chaque femme ait une expérience positive de sa grossesse.

**Dr Ramatou SAWADOGO et
Dr Wilfried ZOUNGRANA**



Le succès des contraceptifs auto-injectables, pour une meilleure planification familiale au Burkina Faso. (La suite en page 5)

Au cours de la dernière décennie, l'utilisation de méthodes contraceptives modernes pour éviter les grossesses non désirées et espacer les naissances a doublé au Burkina Faso. En 2020, près de 32 % des femmes en âge de procréer les utilisaient, contre 15 % dix ans plus tôt.

Avec l'accompagnement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres partenaires, en 2018, le Burkina Faso a mis en œuvre une stratégie pilote pour l'utilisation d'un nouveau contraceptif appelé acétate de médorxyprogestérone dépôt en sous cutané (DMPASc) que les femmes peuvent s'injecter elles-mêmes à domicile.



Le succès des contraceptifs auto-injectables, pour une meilleure planification familiale au Burkina Faso

Après quatre enfants dont la plus jeune est à peine âgée de deux ans, Aïssa*, 37 ans, a eu des triplets il y a quelques mois. Malgré les 42 degrés Celsius de ce mois d'avril et les sept enfants à sa charge, Aïssa a tenu à se rendre au centre de santé du secteur 22 du district sanitaire de Sig-Nonghin, dans la capitale burkinabé, pour se procurer un contraceptif.

« Mon mari n'était pas d'accord pour que j'utilise une méthode contraceptive. Depuis que nous avons eu les triplets, les charges financières ont tellement augmenté que ça a été moins compliqué de le convaincre », témoigne-t-elle. Sa fille de 13 ans a en effet dû abandonner l'école pour l'aider à s'occuper de ses cadets. Comme d'autres, Aïssa a pris part à une séance de causerie sur la planification familiale au cours de laquelle un nouveau contraceptif, le DMPASc, est présenté et disponibilisé. Sa particularité : les femmes peuvent se l'injecter elles-mêmes. (...)

« Beaucoup se demandaient comment un produit efficace pouvait être gratuit et doutaient du fait que cela puisse durer », explique le Dr Mathieu Bougma, Chef du Service de planification familiale à la Direction de la santé de la famille (DSF) du Ministère de la santé. « Les



formations de nouveaux agents de santé à cette méthode, l'intensification des sensibilisations et la mise sur pied d'un mécanisme d'approvisionnement de toutes les formations sanitaires nous a permis de susciter l'intérêt chez de nouvelles utilisatrices », dit-il. Quatre ans après le début de la phase pilote du projet initié en 2018 et appuyé par l'OMS, le Burkina Faso compte près de 1,5 million d'utilisatrices du DMPA en sous-cutané, soit plus du quart des femmes en âge de procréer.

Dr Clotaire HIEN

[Lire l'article intégral sur le site web de l'OMS \(ici\)](#)

L'OMS offre des équipements informatiques pour renforcer la lutte contre les nouveaux produits tabac

Pour accompagner le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique dans sa lutte contre le tabagisme et les nouvelles formes de tabac au Burkina Faso, l'OMS a procédé ce 19 mai 2023, à la remise d'équipements informatiques à deux de ses programmes clés : l'Agence nationale de sécurité alimentaire, de l'environnement, de l'alimentation et du travail (ANSSEAT) et la Direction de la promotion de l'Éducation pour la Santé (DPES). C'était au cours d'une cérémonie qui s'est tenue au sein du Bureau de l'OMS au Burkina Faso. Elle a réuni les directeurs des deux structures, accompagnés de leurs collaborateurs et de l'OMS.

« Nous souhaitons que ces équipements contribuent à la mise en place des cadres juridiques pour lutter contre les produits du tabac nouveaux et émergents comme les cigarettes électroniques et la chicha au Burkina Faso», a précisé le Dr OULD SIDI MOHAMED Mohamed, s'exprimant au nom de l'OMS. En effet, les produits émergents à base de tabac et de nicotine sont tout aussi nocifs pour la santé que leur version classique. C'est pour limiter leur circulation et réduire le nombre de décès qu'ils



entraînent au Burkina Faso que l'OMS accompagne ces deux directions du ministère de la Santé. Il faut noter que ces équipements rentrent dans le plan d'action d'une convention de collaboration financée par l'OMS à hauteur de 150.000 USD par an.

Les bénéficiaires n'ont pas manqué d'exprimer tout leur satisfecit et ont par ailleurs rassuré que ces équipements leur permettront « d'améliorer les capacités d'analyse des tests de la nicotine et des produits du tabac » a dit le Pr Elie KABRE, Directeur de l'ANSSEAT. Cette Direction et la

DPES travaillent d'arrache-pied pour réduire la prévalence du tabagisme au Burkina Faso, qui est de 13,6% au sein de la population de 18 à 69 ans, selon les données de l'enquête STEPS de 2021.

Les nouveaux produits du tabac et les produits contenant de la nicotine y compris la chicha sont tout aussi dangereux, sinon même plus que le tabac consommé sous forme de cigarettes ou sous d'autres formes. Ils viennent renforcer la charge du tabagisme, qui tue plus de 7400 personnes par an au Burkina Faso.

Dr Mohamed OULD SIDI

La stratégie nationale de financement de la santé pour la couverture sanitaire universelle passée en revue

Au cours d'un atelier de cinq jours qui s'est tenu dans la ville de Ouagadougou, la stratégie nationale de financement de la santé pour la CSU (SNFS) 2018-2030 a été révisée pour être alignée sur le Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2021-2030. L'activité qui se déroulait du 29 mai au 2 juin 2023 a vu la participation de plusieurs partenaires techniques et financiers, acteurs de la société civile et du secteur privé, qui se sont joints aux responsables du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique et d'autres départements ministériels du Burkina Faso. Découvrez plus sur ces deux documents importants dans les lignes qui suivent :

Le nouveau Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2021-2030

Lors de l'élaboration du nouveau Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2021-2030 et de ses documents d'opérationnalisation, le Ministère de la santé et de l'hygiène publique s'est engagé, avec ses partenaires au développement, à implémenter l'approche « un plan, un budget et un rapport ». Ceci avait pour but de renforcer la mise en œuvre de la déclaration de Paris par l'alignement des partenaires techniques et financiers et les autres acteurs du secteur sanitaire. L'idée de cette approche est que les plans et les budgets de tous les acteurs du secteur de la santé se reflètent dans un plan stratégique consensuel. Ce plan est ensuite

décliné en plans annuels ou triennaux pour la mise en œuvre et le suivi, sur la base d'un ensemble d'indicateurs consensuels. Le Ministère souhaite donc que tous les financements importants du gouvernement et des donateurs pour le secteur soient alignés. Dit autrement, ils doivent soutenir un seul plan, avoir un seul budget et aboutir à un seul rapport. Le concept vise à intensifier les interventions nationales prioritaires pour canaliser les actions vers l'atteinte de la CSU à travers une vision, une stratégie commune et un leadership clair.



La stratégie nationale de financement de la santé pour la CSU (SNFS) 2018-2030

En novembre 2018, pour une mise en œuvre réussie du PNDS 2011-2020, le Burkina Faso se dotait d'une stratégie nationale de financement de la santé pour la CSU (SNFS) 2018-2030 assortie d'un plan d'action opérationnel sur recommandation du Cadre Sectoriel de Dialogue santé. La stratégie nationale de financement de la santé est un référentiel qui met en cohérence toutes les sources et les mécanismes de financement de la santé, pour plus d'efficacité et d'équité dans la gestion des ressources. Sur la base

du diagnostic de la situation du système de financement de la santé pour la CSU, onze défis à relever pour assurer les progrès du pays vers la couverture sanitaire universelle ont été identifiés. Ces défis ont été classés dans quatre axes stratégiques. Au regard de ces défis, onze mesures et 25 produits ont été identifiés en suivant le processus de la planification axée sur les résultats. Pour atteindre ces produits/résultats, 106 activités détaillées à mener ont été planifiées.

En résumé

Cinq (5) ans après la mise en œuvre de la SNFS 2018-2030, une révision prenant en compte les nouvelles réformes dans le financement et permettant de l'arrimer au PNDS 2021-2030 s'imposait. Cette révision a permis au Burkina Faso d'implémenter pour la première fois la matrice des progrès en matière de financement de la santé (MPFS). Cet outil politique et qualitatif est mis à la disposition des autorités nationales pour conduire l'action collective relative à la structuration du financement d'un système de santé.

Dr Etienne M. PEKELE

L'OMS, le PRSS et la Banque mondiale assurent la continuité des soins de santé aux populations déplacées internes et communautés hôtes

Depuis le mois de janvier 2023, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) met en œuvre un projet dénommé « Offre des soins de santé primaires d'urgences, incluant la prise en charge clinique des violences basées sur le genre pour les personnes déplacées internes et les communautés hôtes dans la région du Sahel ».

Ce projet dont le but est de permettre à près de 600 000 personnes vulnérables dont 250 000 femmes de bénéficier de services essentiels de santé dans les zones à forts défis sécuritaires est mis en œuvre par l'OMS grâce au soutien du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, à travers le Projet de renforcement des services de santé (PRSS) financé par la Banque mondiale.

Grace à ce projet, un poste de santé avancé (PSA) a été mis en place grâce à l'appui de l'ONG ABBA'S international dans le district sanitaire de Dori (région du Sahel). Il est installé dans l'un des sites d'accueil des PDI, et le personnel de santé recruté assure la prise en charge des personnes déplacées internes (PDI) et des communautés hôtes de cette localité durement affectée par la situation sécuritaire. Des médicaments et du matériel médico-technique sont



également fournis pour améliorer la fonctionnalité de ce PSA. Chaque semaine, près de 150 malades provenant du site d'accueil des PDI et des villages avoisinants le site sont pris en charge pour diverses maladies, dont des cas de paludisme, de malnutrition, d'infections respiratoires, de maladies sexuellement transmissibles (IST) et bien d'autres affections.

Communiqué de presse détaillant les activités du projet ([ici](#))

Dr Abdoul Kader SINKA

Hypertension artérielle et diabète : les populations déplacées internes situées sur leur statut

Les conditions de vie des populations déplacées internes les rendent extrêmement vulnérables aux maladies non transmissibles comme l'hypertension artérielle. Dans la région du Centre-Nord, le District sanitaire de Kaya, avec le soutien de OMS Burkina Faso, a appuyé une campagne de sensibilisation, de dépistage et de prise en charge de



l'hypertension artérielle et du diabète au profit des populations déplacées internes et des communautés hôtes de la ville de Kaya. Au cours de la campagne qui s'est déroulée entre le 2 et le 5 mai 2023, près de 30 % des 1000 personnes dépistées ont été référées pour la prise en charge.

Dr Emmanuel MOYENGA

Le plan opérationnel de la réponse sanitaire à la crise humanitaire de l'OMS

La revue du plan opérationnel de la réponse sanitaire à la crise humanitaire de l'OMS au Burkina Faso s'est tenue en février 2023 à Ouagadougou, au Burkina Faso. Cette activité menée conjointement avec le Hub des urgences de Dakar de l'OMS, le ministère de la Santé et les partenaires aussi bien techniques que financiers du secteur humanitaire au Burkina Faso avait pour objectif d'améliorer la réponse sanitaire à la crise humanitaire en 2023. Sur la base des leçons apprises au cours de l'année 2022, le groupe d'humanitaires réunis par OMS Burkina Faso entend renforcer le système de santé par des interventions d'urgence sanitaires qui faciliteront la résilience des populations touchées par la crise. Découvrez un peu plus sur ce plan et retrouvez les mots de quelques intervenants à cet important atelier.

Pour l'OMS c'est quoi un plan opérationnel de la réponse sanitaire à la crise humanitaire ?

Le plan opérationnel pour l'OMS est un document qui définit toutes les actions à poser pour atteindre des objectifs fixés dans le cadre de la réponse sanitaire à la crise humanitaire. C'est une feuille de route qui définit les activités qu'il faut mettre en place pour répondre à une situation de crise sanitaire.

Quelles sont les étapes clés pour aboutir à un plan opérationnel valide ?

Pour aboutir à un plan opérationnel valide, il y a en première étape la revue opérationnelle conjointe. Elle consiste à regrouper tous les partenaires de l'OMS qui ont participé à la mise en œuvre du plan opérationnel précédent afin de faire le point sur l'état de mise en œuvre et sur la qualité des actions qui avaient été définies. Ensuite, une évaluation des besoins est faite conjointement avec l'ensemble des acteurs au niveau central et régional. C'est à la suite de cela qu'un draft du plan est élaboré et partagé avec les autres parties prenantes, afin de recueillir les observations pour en fin finaliser le document.

Quels sont les acteurs impliqués dans son développement ?

Les acteurs impliqués dans le développement du plan opérationnel sont les différents partenaires de l'OMS, notamment le Centre des Opérations de réponse aux urgences sanitaire (CORUS) et les partenaires de mise en œuvre.

Quelle est la période de validité de ce plan ? Sur quelle base cette période est-elle définie ?

La validité du plan s'étend sur une année. Il s'aligne sur d'autres plans existants : le plan de réponse à la crise humanitaire du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique et le plan de réponse humanitaire élaboré par OCHA en collaboration avec les différents clusters.

Quels sont les résultats attendus à la suite de la mise en œuvre d'un tel plan ?

Ce plan a pour objectif d'améliorer l'offre des soins de santé dans les régions affectées par la crise humanitaire. Ce plan est aussi un document de plaidoyer sur lequel l'on s'appuie pour mobiliser les financements auprès des donateurs.

Dr Sonia OUEDRAOGO et Dr Alain NGOY



« C'est une grande satisfaction de constater que le ministère de la Santé, à travers les interventions du CORUS, a été associé à cette importante activité qui permet d'aligner les différentes interventions que le ministère de la Santé mène dans

le cadre de cette réponse. L'objectif de cet atelier était de passer en revue tout ce qui est indispensable à la mise en œuvre réussie d'une intervention dans la réponse d'urgence à la crise humanitaire, à laquelle plusieurs régions du Burkina font face. Pour ce faire, il était impératif que tous les aspects de gouvernance, logistique, systèmes d'informations et de mécanisme de financements puisse être abordés, pour une réponse efficace. Cette revue nous a permis de parcourir l'ensemble des activités qui avaient été planifiées dans le cadre de la réponse en 2022. Les travaux ont permis de faire une analyse des différentes activités, des résultats attendus pour faire un bilan, ce qui est une grande satisfaction pour nous. Toutes ces actions vont permettre de planifier la prochaine étape, qui est le plan pour l'année 2023. »

Dr Simon SANOU, CORUS

Au cours de cet atelier, des questions qui étaient un peu en suspens ont trouvé des réponses qui permettront de surmonter les difficultés que nous rencontrons au niveau du terrain. L'atelier a vraiment permis de faciliter la bonne collaboration avec l'Organisations mondiale de la Santé et le ministère de la Santé.



Mme Elisabeth RWANIKA, ABBA'S International

« En tant que partenaire, cet atelier nous est d'une grande valeur ajoutée. Avec l'OMS, le ministère de la Santé et les autres partenaires venus de partout, nous saurons mieux répondre aux urgences sanitaires qui se présentent à nous dans les localités du pays. Il était important que nous ayons une vision globale et harmonisée pour pouvoir apporter une bonne réponse sanitaire appropriée à la situation humanitaire. »



M. Jean THIOMBIANO, OCADES FADA

Propos recueillis par Diane KABORE

L'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) Ouagadougou.

La Coopération italienne est l'un des partenaires majeurs de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Burkina Faso. Ses financements permettent de mettre en œuvre des interventions comme le projet « Soutien au Système Sanitaire du Burkina Faso pour l'accès universel à la Santé », financé par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS). Au cours du mois de mars, la salle de Conférences de l'OMS au Burkina Faso a abrité une réunion de suivi de la mise en œuvre de ce projet. Les parties prenantes clés étaient présentes à cette réunion, à savoir : le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, la Coopération italienne, l'hôpital Saint Camille de Ouagadougou (HOSCO) et OMS Burkina Faso. Dans les lignes qui suivent, découvrez un peu plus sur ce projet.



	Intitulé du projet	« Soutien au Système Sanitaire du Burkina Faso pour l'accès universel à la Santé »
	Source de financement	Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) Ouagadougou
	Budget	2 133 947 €
	Localités d'intervention	Ouagadougou, Ouahigouya, Kombissiri
	Domaines d'intervention	Le traitement des maladies non-transmissibles (MNT) et les prestations de services.

Résumé : Le projet est financé par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) Ouagadougou et mis en œuvre par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans un délai de 24 mois. D'une part, il vise à soutenir le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique du Burkina Faso pour la prévention et la prise en charge des maladies non-transmissibles (MNT) à travers la mise en œuvre du paquet essentiel défini par l'OMS (WHOPEN) et le renforcement des capacités des acteurs. D'autre part, il vise à soutenir l'hôpital Saint Camille de Ouagadougou pour le renforcement de son plateau technique. Concernant l'appui au ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, il s'agit du développement d'un plan national pour la lutte contre les MNT, le renforcement des capacités des agents de santé (médecins, infirmiers, femme-sage) et l'adoption de la méthodologie WHOPEN (guide de l'OMS décrivant l'ensemble des interventions essentielles contre les maladies non transmissibles). Le soutien à l'hôpital Saint Camille de Ouagadougou vise quant à lui, à doter cet établissement hospitalier en équipements médico-techniques appropriés pour améliorer la prise en charge des urgences médico-chirurgicales, la médecine spécialisée, le système d'information hospitalier et le système de sécurité de la structure.

1 Composante : La lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) est appuyée par l'adoption et le renforcement des capacités des agents de santé sur les procédures et protocoles WHOPEN ainsi que l'élaboration d'un plan stratégique de lutte contre les MNT.

2 Composante : Les services de santé de l'Hôpital Saint Camille (Ouagadougou) assurent une prise en charge de qualité des mères, des enfants et d'autres patients .

Exemple de l'appui de AICS à l'OMS au Burkina [\(ici\)](#)

Dr Etienne M. PEKELE et Diane KABORE

LA SANTE DANS LES MEDIAS

Quels sont les sujets de santé traités par les médias au Burkina Faso en mai 2023 ? Nous vous faisons un récapitulatif dans les lignes qui suivent.

Semaine du 22 au 26 mai

- Santé : 15 000 volontaires agents de santé à base communautaire prêtent serment ([disponible ici](#)) -
- Lutte contre l'hypertension artérielle : La Société de cardiologie du Burkina invite à la pratique du sport ([disponible ici](#))
- Gestion hygiénique des menstrues : Save The Children forme 300 adolescentes à Kaya ([disponible ici](#))
- Assemblée mondiale de la santé : Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Robert Lucien Jean-Claude Kargougou, à Genève, en Suisse ([disponible ici](#))
- Ouagadougou : La fécondité est en stagnation depuis une vingtaine d'années ([disponible ici](#))
- Élimination du paludisme en Afrique : Un symposium pour mener la réflexion ([disponible ici](#))

Semaine du 15 au 19 mai

- Burkina/Santé: La facture des évacuations sanitaires réduite grâce à l'unité de coronarographie du CHU de Tengandogo - ([disponible ici](#))
- Cancer du pancréas « Près de 98 % des malades décèdent » - [Sidwaya du 16 mai 2023, page 4](#)

- VIH et tuberculose en milieu carcéral: SOS médecins-Bf entend faire chuter la prévalence – [Sidwaya du 16 mai 2023, p. 8](#)

Semaine du 08 au 12 mai

- Sécurité routière : De 2019 à 2022 au Burkina, il y a une moyenne de 1115 personnes tuées chaque année dans les accidents de la route ([disponible ici](#))
- Burkina/Santé : Le personnel du laboratoire de biologie médicale outillé sur la biosécurité, biosûreté et de la gestion du biorisque ([disponible ici](#))
- Résistance des antimicrobiens au Burkina : La FAO et ses partenaires évalue la situation nationale et le système de surveillance ([disponible ici](#))
- COVID-19 : l'OMS annonce la fin de l'urgence internationale - [Le Quotidien du 08 mai 2023, page 12](#)

Semaine du 1er au 05 mai

- Crise entre la CAMEG et la Section privée des pharmaciens : inquiète, la CORAAB appelle au dialogue : [Le Pays du 05 mai 2023, page 7](#)
- Burkina Faso : près 8 750 cas d'accidents de travail en 4 ans ([disponible ici](#))
- Bobo-Dioulasso: Le Premier ministre satisfait de l'avancement des travaux de construction du nouveau CHU ([disponible ici](#))

Mme Edith SANON

EVENEMENT SANTE

Le Burkina Faso a pris part à la 76ème Assemblée mondiale de la Santé qui s'est tenue à Genève, en Suisse, du 21 au 30 mai 2023.

- Déclaration de S.E. M. le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE : [Disponible ici](#)
- Reportage sur la participation de la délégation dirigée par M. le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, Dr Robert Lucien KARGOUGOU: [Disponible ici](#)

JOURNÉES COMMÉMORATIVES SANTÉ DU MOIS DE MAI

- **5 mai** : Journée mondiale de l'hygiène des mains
- **17 mai** : Journée mondiale de l'hypertension
- **31 mai** : Journée mondiale sans tabac

JOURNÉES COMMÉMORATIVES SANTÉ DU MOIS DE JUIN

- **5 juin** : Journée mondiale de l'environnement
- **7 juin** : Journée de la sécurité sanitaire des aliments
- **14 juin** : Journée mondiale du don de sang

EQUIPE EDITORIALE

Directeur de publication	Dr COULIBALY Seydou Ouaritio
Coordination et conception graphique	TCHOUTA Francine M.
Comité de rédaction	TCHOUTA Francine, SANON Edith et KABORE Diane
Contributions techniques	DRABO Salimata - GAMPINI Sandrine HIEN Clotaire – KINI Marthe Louise MOYENGA Emmanuel - MOYENGA Laurent NIEREKE David - OULD SIDI Mohamed OUEDRAOGO Sonia - PEKELE M. Etienne SAWADOGO Ramatou - SINKA Abdoul Kader ZOUNGRANA Wilfried
Remerciements pour leurs aimables contributions	Dr SANOU Simon - Mme PWAMIKA Elisabeth M. THIOMBIANO Jean

